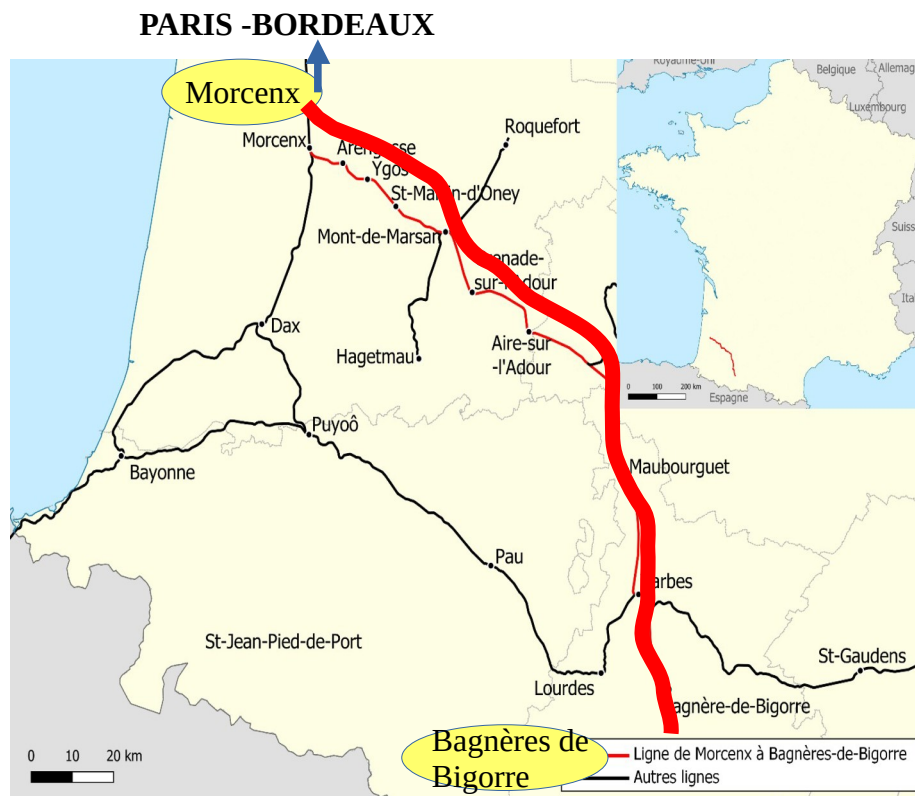


LIGNE FERROVIAIRE MORCENX LA NOUVELLE / BAGNERES DE BIGORRE



MORCENX LA NOUVELLE

Arjuzanx, Arengosse, Ygos, St Martin d'Oney

MONT DE MARSAN

Grenade sur l'Adour
Cazères sur l'Adour

AIRE SUR ADOUR

Barcelonne du Gers

St Germé
RISCLE

Castelnau R-B

Hères

Caussade R

MAUBOURGUET

Nouillan

VIC BIGORRE

Pujo

Andrest

Oursebellile/Bazet

TARBES

Séméc-Marcadieu

Soues

Bernac debat

Salles Adour

Vieille Adour

Montgaillard

Ordizan

Pouzac

BAGNERES DE BIGORRE

LANDES GERS

HTES PYERENEES

HISTORIQUE

La ligne de MORCENX à BAGNERES DE B est une ligne de chemin de fer Française à voie normale qui traverse 3 départements les Hautes Pyrénées, le Gers et les Landes reliant deux préfectures : Tarbes et Mont de Marsan.

Elle a été fermée aux voyageurs :

En 1970 : section Tarbes /Mont de Marsan

EN 1971 : section Bagnères/Tarbes

(Tronçon entre Morcenx et Mont-de-Marsan, toujours en service)

Contacts référents départementaux du collectif :

(65) : **Hervé Buffat** h.buffat@yahoo.fr

(32) : **Eric Ferron** : Laureferron@orange.fr

(40) : **Christian Duprat**: christian.duprat199@orange.fr

Signez la pétition auprès d'un militant
Ou bien en ligne <https://chnng.it/ykgJXX2JLx>

Ensemble, Élu(es), Citoyen(nes) militants syndicaux, politiques, associatifs exigeons la réouverture de la ligne Morcenx- Bagnère de Bigorre.

Petites lignes grande cause !

**RASSEMBLEMENT MARDI 24 FEVRIER 2026 A 18H
DEVANT LA PREFECTURE DE MONT- DE- MARSAN**



ELU(ES) &
CITOYENS

Collectif « Osons Le Train »

Lettre ouverte aux élu(es) Régionaux, départementaux, et des communautés de communes et communes)

Depuis des décennies, les transports de marchandises comme celui des voyageurs ne cessent de s'amplifier.

Pour répondre à ces besoins, **les choix politiques ont constamment privilégié la route au dépend du ferroviaire**. Cela a entraîné la fermeture de nombreuses lignes de chemin de fer, au plus près des populations, notamment en milieu rural, comme celle qui relie Mont-de-Marsan à Bagnères-de-Bigorre, privant les citoyens d'un service public collectif pour leurs déplacements quotidiens : école, travail, loisirs.

Résultat : un nombre croissant de camions et de voitures sur les axes routiers. **Les conséquences sont lourdes** : embouteillages, dégradations de l'environnement, cherté de l'entretien des routes pour les départements et les communautés de communes et communes.

A noter que d'après la présidence de la commission des transports de l'Association des Maires de France (AMF), l'accroissement du transport routier a fait monter le coût d'entretien des routes gérées par le bloc communal (communes, communautés de communes) à 15 milliards d'euros par an.

Alors que **pour relancer le ferroviaire, fret et voyageurs, un investissement par l'État de 10 milliards d'euros par an pendant 10 ans serait nécessaire**.

La France investit trop peu pour le ferroviaire et elle est loin derrière certains pays en Europe. Les chiffres parlent d'eux mêmes :

en 2023, a été investi en faveur du ferroviaire par habitant : 512 € au Luxembourg ; 115 € en Allemagne ; 92 € en Italie ; 70 € en Espagne et seulement 51 € en France.

En avril 2024, le ministre des transports français répondait à notre collectif : « il est essentiel que chaque territoire dispose des offres de mobilité les plus adaptées à ses besoins et contribue à la transition écologique à son échelle .»

Il rajoutait : « le report modal devra se décliner prioritairement en faveur du ferroviaire. »

Quand l'État va-t-il traduire en actes ses discours en investissant dans l'entretien et la réouverture de voies ferrées ?

Véritable ligne de vie de nos territoires, la ligne Mont-de-Marsan/Aire-sur-l'Adour/Riscle/Maubourguet/Vic-Bigorre/Tarbes/Bagnères-de-Bigorre doit rouvrir , pour favoriser le décloisonnement, le développement économique rural, l'égalité d'accès aux services publics et contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.

Traversant 3 départements (40, 32 et 65), reliant 2 préfectures Mont-de-Marsan et Tarbes, en connexion avec le réseau grandes lignes notamment Bordeaux et Bayonne, elle participerait à l'aménagement de nos territoires.

Les CPER, un moyen pour avancer !

Les CPER (Contrats de Plan État/Régions) qui définissent les projets d'investissements, notamment dans les infrastructures de transports, doivent intégrer l'avenir des lignes ferroviaires et en financer leur développement.

Le collectif demande que soit inscrite la réouverture de la ligne Mont de Marsan/Bagnères-de-Bigorre dans le cadre des futurs CPER Nouvelle-Aquitaine et Occitanie en 2027.

La réouverture de cette ligne, une solution pour l'avenir de nos territoires ruraux et de notre planète.

L'État, propriétaire de cette voie ferrée doit financer sa réouverture.

Nos élu(es) régionaux, départementaux, communautaires et municipaux doivent entendre les populations en faveur du ferroviaire.

Dans le cadre des élections municipales 2026, le collectif s'est adressé aux candidats afin qu'ils se prononcent sur cette réouverture, plébiscité par des milliers de pétitionnaires.

**Là où le train passe
La vie reprend**